

DECLARATION DE LA SOCIETE CIVILE GUINEENNE SUR LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE NATIONALE

Les récents développements de la situation socio-politique de notre pays depuis Octobre 2019 en passant par l'organisation du Referendum constitutionnel contesté du 22 Mars dernier et l'auto-proclamation du candidat de l'UFDG suite à l'élection Présidentielle du 18 Octobre 2020, affectent dangereusement notre vivre ensemble et décrédibilisent nos institutions pourtant légalement établies.

Si nous ne prenons garde, il y a un risque sérieux de plonger notre pays dans une situation de chaos et de désordre. Cette situation est alimentée par une tension politique et sociale ayant sa source dans un communautarisme entretenu à dessein par une certaine élite politique sans conscience de tous les risques d'implosion sociale.

La situation actuelle de la Guinée est celle d'un pays divisé, en perte de repères républicains mettant en exergue une crise politique et institutionnelle de longue durée. L'absence de solutions efficaces à la crise rend l'État impuissant, menaçant son autorité et même son existence.

Prenant donc la mesure de la situation qui prévaut dans le pays et consciente de sa mission sociale de veille, d'alerte, d'interpellation et d'actions, **la Société Civile Guinéenne dans sa diversité** a tenue une réunion extraordinaire ce lundi 16 Novembre 2020 au Siège du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG), relative à la crise postélectorale qui secoue le pays depuis le 19 octobre 2020.

Durant 4h d'échanges et de débats, l'Assemblée a passé au peigne fin, la situation socio-politique nationale assortie des constats et propositions de sortie de crise.

A ce stade de l'analyse de la situation, nous organisations de la Société Civile guinéenne, constatons avec une réelle préoccupation :

- Des arrestations arbitraires des leaders d'opposition et même des innocents, en flagrante violation des procédures judiciaires ;
- L'immobilisme de la justice face aux agents des forces de l'ordre et de la sécurité suspectés pendant les violences postélectorales ;
- L'intolérance, la fragilisation du tissu social et de l'unité nationale ;
- La communautarisation des conflits et des attaques ciblées contre des familles;

- Le comportement éhonté et déloyal de certains agents des forces de l'ordre et de sécurité pendant les perquisitions : arrestations arbitraires dans les quartiers et rançonnements des personnes arrêtées ;
- La détention illégale d'armes à feu (artisanale et de guerre), d'armes blanches par des civiles ; des civiles qui se livrent à des actes de violence contre des éléments des forces de l'ordre (lapidation, lynchages publics...);
- La radicalisation et l'escalade dans les discours publics ;
- L'abattage illégal des bétails dans la commune rurale de Koumba et la communautarisation qui a été faite de celui-ci par certains médias ;
- La destruction des biens publics et privés (les rails, le train, les poteaux électriques, les routes bitumées) ;
- La démission des parents dans l'encadrement des enfants ;
- L'escalade verbale sur les réseaux sociaux ;
- Le rétrécissement de l'espace de liberté des partis d'opposition et de la société civile ;

Il ressort des constats les analyses suivantes :

Notre système démocratique est né avec une malformation congénitale (ethnocentrisme et le communautarisme et souffre encore :

- Du laxisme et l'instrumentalisation de la justice;
- La banalisation de la violence et sa justification par une victimisation politico-ethnique;
- Le manque de consensus politique et social sur les institutions nationales mais surtout sur l'agenda politique national.

Au regard des constats relevés, **nous organisations de la Société Civile Guinéenne**, formulons avec force les **douze propositions** suivantes à l'endroit du **Président de la République et du Gouvernement** pour une sortie rapide de crise :

1. La mise en place d'une commission nationale d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les violences politiques de 2010 à nos jours : juger les auteurs, commanditaires, complices et surtout indemniser les victimes ;
2. L'arrêt immédiat des exactions, arrestations, acharnements contre les responsables et militants des partis politiques d'opposition ainsi que les activistes de la société civile ;
3. L'ouverture urgente d'un dialogue sincère et inclusif entre toutes les forces politiques et sociales du pays ;

4. Le respect des procédures judiciaires ;
5. La dissolution de l'assemblée nationale pour une assemblée représentative du paysage sociopolitique ;
6. La formation d'un gouvernement d'ouverture et de missions ;
7. La révision de la constitution issue du Referendum du 22 Mars 2020 de manière consensuelle par une commission d'experts nationaux et de la diaspora ;
8. La mise en place d'une Commission d'enquête indépendante pour élucider tous les cas de violences politiques de 2010 à nos jours et envisager les indemnisations ;
9. La tenue du procès du 28 Septembre 2009 au premier semestre de 2021 ;
10. La mise en place de la haute cour de justice dans les meilleurs délais ;
11. L'arrêt des discours belliqueux et les menaces par certains commis de l'Etat ;
12. L'instauration d'un véritable Etat de droit.

Aux responsables et militants des partis politiques :

- L'arrêt de toute forme de manifestation et des discours incendiaires pendant cette période très sensible, au profit d'un dialogue inclusif ;
- Renforcer l'éducation citoyenne des militants, Promouvoir la paix sociale et l'unité nationale ;

Aux opérateurs économiques :

- La dépolitisation des activités commerciales, l'ouverture des magasins et les lieux de vente ;

Aux citoyens Guinéens, particulièrement à la jeunesse :

- Le refus de toute forme de manipulation visant à créer le désordre et l'instabilité sociopolitique ;
- Encadrer les enfants pendant les manifestations ;

En conclusion, si rien n'est fait, le mandat en cours s'annonce plus coriace et difficile du fait d'un manque de consensus politique, de la gouvernance égocentrique, de la radicalisation des contestataires, de l'usage de la justice des vainqueurs ou de la justice privée, choses qui risqueraient de compromettre la légitimité et la crédibilité du pouvoir en place.

La Société Civile Guinéenne en appelle à un sursaut patriotique de tous les acteurs sociaux (**Syndicats, universitaires, organisations socio-professionnelles, organisations de jeunesse et de femmes...**) pour la

sauvegarde, la restauration et la préservation des fondements de notre Nation. Pour ce faire, des consultations seront engagées à partir du **Vendredi 20 Novembre 2020** avec toutes les forces sociales et politiques nationales sur les questions saillantes du moment. Au sortir de ces consultations, des actions fortes et concrètes seront envisagées afin de permettre à la patrie de se tenir et continuer sa marche dans l'union sacrée.

Sur la base des résultats définitifs du scrutin du 18 octobre 2020, la société civile guinéenne demande au RPG et ses alliés d'être des bons gagnants, gagner avec humilité tendre une main collaborative aux autres candidats ; Et à l'UFDG et alliés d'être des bons perdants, c'est à dire de perdre avec élégance tout en poursuivant le combat pour l'alternance, la bonne gouvernance et le développement dans la légalité.

4

Fait à Conakry, le 18 Novembre 2020

Organisations Signataires :

Le CNOSCG ; la Jeunesse CEDEAO-Guinée ; le WANEP ; JCI ; l'OCGR ; Le RajGui ; Guinée avant tout ; ANAFAN ; ANGG/ROAJEG ; AGRETO/SAJED-G ; PAMOJA-GUINEE ; REGA ; FENAG ; AGT ; Réseau Recours Citoyen ;